

# LES CAHIERS ROUGES

REVUE MENSUELLE RESERVEE AUX MILITANTS DU PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

Directeur : MARCEAU PIVERT, 7, rue Meslay, Paris-3<sup>e</sup>; Administrateur : DEGEZ, 51, rue Saint-Georges, Paris-9<sup>e</sup>.

C. ch. postal : 1478-50.

## MOTION

pour le

### Congrès National de Royan

(4 JUIN 1938)

#### Nécessité d'un bilan politique

Réuni deux ans après l'avènement du Front populaire, dans une situation critique pour l'avenir de la classe ouvrière et l'unité du Parti, le Congrès veut, pour tracer les perspectives politiques capables de sortir le prolétariat de l'impasse où il a été conduit, dresser un bilan sincère de l'action menée pendant ces deux dernières années.

#### UN PROGRAMME INSUFFISANT ET EQUIVOQUE :

Le Congrès rappelle que par l'intervention des partis radical et communiste, les réformes de structure préconisées par la C.G.T. et le Parti socialiste n'ont pas été insérées dans le programme de Rassemblement populaire. Même entièrement réalisé, ce programme ne **POUVAIT ARRACHER L'ETAT AUX FEODALITES INDUSTRIELLES ET FINANCIERES.**

Le Congrès rappelle que le Parti socialiste avait reçu le mandat de diriger la lutte contre le fascisme et les oligarchies capitalistes. Les travailleurs, en occupant les usines et en arrachant ainsi de haute lutte des réformes sociales bouleversant les rapports de classes, ont confirmé ce mandat.

Il ne conteste donc pas les avantages substantiels obtenus par les ouvriers et paysans sous le premier gouvernement Blum, mais il tient à déclarer que, pour

préserver ces conquêtes et maintenir le niveau de vie des classes moyennes, ce gouvernement, alors entouré d'un prestige considérable, devait, en s'appuyant sur cette action de masse, mener une offensive hardie contre les banques et les trusts (contrôle des changes, contrôle ouvrier sur la production, nationalisation du crédit et des industries clés, etc.).

Le Congrès constate qu'aucun des gouvernements de Front populaire n'a mené cette lutte indispensable. Ils ont, au contraire, pratiqué un libéralisme périmé impliquant la confiance au capitalisme et aboutissant à la « pause ». Les conséquences de cette politique ont été essentiellement la fuite des capitaux, la dévaluation sans contre-partie, l'inflation, la hausse du coût de la vie et, en général, un renforcement des puissances bancaires et industrielles, en même temps qu'une insécurité plus grande pour les petites entreprises.

Au bout de deux ans, le Congrès constate que l'oppression patronale dans les usines, et l'emprise du capitalisme sur l'Etat, la presse et une partie de l'opinion, loin de diminuer, ont grandi dans des proportions considérables, pendant que baissait le niveau de vie des populations laborieuses et se désagrégeait la capacité d'action du prolétariat.

#### LA GUERRE D'ESPAGNE :

Le Congrès constate la très grave erreur commise par le gouvernement Blum, en soutenant une « non-intervention » qui s'est révélée unilatérale. Il affirme qu'une aide matérielle du gouvernement de Front populaire à l'Espagne aurait permis la victoire de la révolution dans la péninsule, aidé puissamment le mouvement ouvrier

français, ébranlé sérieusement le fascisme international et, par là, consolidé la paix européenne.

#### LE REARMEMENT :

Le Congrès constate que, tout en laissant le champ libre au fascisme en Espagne, aucun gouvernement de Front populaire n'a pris d'initiative sérieuse en vue d'un règlement pacifique des conflits européens capable d'entraîner une réduction des armements. Au contraire, le réarmement massif poursuivi depuis deux ans rend impossible une amélioration durable du sort des populations laborieuses et contribue, d'une part, à souder plus étroitement les dictateurs avec leurs peuples, et, d'autre part, à précipiter le péril d'une catastrophe générale.

#### DANS LES COLONIES :

Le Congrès constate que la répression aux colonies a pris une ampleur considérable (fusillades de grévistes et de manifestants, déportations d'indigènes, brigades contre les socialistes dans les pays de protectorat); que les espérances nées à l'arrivée au pouvoir du Front populaire ont été déçues, ce qui a eu pour effet de favoriser dans les colonies le fascisme français et étranger. Le Congrès se déclare pleinement solidaire des travailleurs coloniaux et renouvelle solennellement ses décisions des Congrès de Huyghens et de Marseille.

#### LE CONGRES DE MARSEILLE :

Le Congrès constate que les décisions prises alors par la **MAJORITE** n'ont pas été respectées :